

UNITED NATIONS
United Nations Organization Mission in the
Democratic Republic of Congo



NATIONS UNIES
Mission de l'Organisation des Nations Unies
en République Démocratique du Congo

MONUC Bulletin



N° 93 du 23 mars 2004

BULLETIN D'INFORMATION
DE LA MISSION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

SOMMAIRE

Défense :

- CÉRÉMONIE DE FIN DE FORMATION DU PREMIER BATAILLON DE LA PREMIÈRE BRIGADE CONGOLAISE UNIFIÉE ET INTÉGRÉE (PAGE 3)

- DESTRUCTION DE MUNITIONS DE COMBATTANTS ÉTRANGERS RAPATRIÉS ((PAGE 5)

- DÉSARMEMENT ET RÉOLUTION 1533 DES NATIONS UNIES :LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DIT HALTE AU TRAFIC D'ARMES DANS L'EST DE LA RDC (PAGE 7)

Activités du Représentant spécial : LE CHEF DE LA MONUC, WILLIAM SWING, À BRAZZAVILLE, MAPUTO ET PRETORIA (PAGE 8)

Bukavu

- GÉNÉRAL MBUJA MABE, COMMANDANT INTÉRIMAIRE DE LA 10E RÉGION MILITAIRE: "ENSEMBLE AVEC LA MONUC, NOUS ALLONS SOUTENIR LE PROCESSUS DE PAIX"(PAGE 9)

- OPÉRATIONS « CORDON AND SEARCH »(PAGE 11)

DDR: LA SOCIÉTÉ CIVILE DE KINDU AIDE DES EX-COMBATTANTS DÉMOBILISÉS À RÉINTÉGRER LEUR COMMUNAUTÉ(PAGE 12)

Kinshasa: DES « PARLEMENTAIRES DEBOUT » RÉAFFIRMENT LEUR SOUTIEN À LA MONUC(PAGE 13)

Journée Internationale de la Femme

- LA JOURNÉE DU 8 MARS À KINSHASA ENTACHÉE DE QUELQUES INCIDENTS (PAGE 16)

- COMMÉMORATION AVEC FASTE À BENI ET BUTEMBO (PAGE 16)

- LA MONUC/BUKAVU COMMÉMORE LA JOURNÉE DE LA FEMME AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE (PAGE 17)

- BUKAVU: CLAUDINE FAIDA-MAROY, BOURGMESTRE DE LA COMMUNE D'IBANDA : «LES CONGOLAISES SONT BIEN PLUS RESPONSABLES QUE LES CONGOLAIS» (PAGE 18)

- LES FEMMES ITURIENNES, TOUTES ETHNIES CONFONDUES, ONT DÉFILÉ À BUNIA (PAGE 19)

- UNE MARCHÉ DE RÉUNIFICATION POUR LES FEMMES DE GOMA (PAGE 20)

- TOUTES LES COUCHES SOCIO-POLITIQUES FÉMININES DANS LES RUES DE KALEMIE (PAGE 21)

- «AU LIEU DE BATTRE LES FEMMES, BATTONS LES CASSEROLES», ONT SCANDÉ LES KANANGAISES (PAGE 22)

- À KINDU, LA PLUIE S'INVITE AUX CÉRÉMONIES (PAGE 23)

- LES MANIFESTATIONS LANCÉES EN PRÉSENCE DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT (PAGE 24)

- UNE FORMATION EN GENRE POUR LES CONGRÉGATIONS DE RELIGIEUX ET RELIGIEUSES CATHOLIQUES(PAGE 25)

- VINGT MILLE FEMMES DANS LES RUES DE LUBUMBASHI (PAGE 26)

Cérémonie de fin de formation du premier bataillon de la première brigade congolaise unifiée et intégrée

Plusieurs jours auparavant, les exercices de répétition militaire avaient attiré l'attention de la population boyomaise qui se massait tous les matins aux abords d'une des plus larges avenues de Kisangani, donnant ainsi un avant-goût de l'événement qui s'annonçait. Autre signe précurseur, c'était la circulation inhabituelle dans les rues de véhicules militaires destinés au transport des troupes. Ce 18 mars 2004, les habitants de Kisangani ont pu voir le tout premier bataillon de la première brigade congolaise unifiée et intégrée arrivé en fin de formation.

PAR MARCELLINE COMLAN



LA NOUVELLE BRIGADE, DÉFILANT À KISANGANI (PHOTO MARCELLINE COMLAN/MONUC)

Au matin du jeudi 18 mars 2004, comme pour participer aux manifestations, le soleil s'est levé tôt, inondant de ses chauds rayons, la tribune officielle installée sur le parvis de la Grande Poste de Kisangani et parée aux couleurs des drapeaux congolais, belges et français. Les endroits disponibles aux abords de l'avenue, les trottoirs, les balcons, les murs et toitures des maisons environnantes mais aussi les arbres les plus robustes ont servi d'abris pour la population venue nombreuse participer à la cérémonie de fin de formation du premier bataillon de la première brigade unifiée congolaise.

Les hommes du bataillon de la première

brigade mixte congolaise réunifiée intégrée appelée aussi « Brigade Ituri » avaient depuis longtemps pris position face à la tribune officielle. Dignité et discipline ont caractérisé ce millier d'hommes en tenue militaire, soigneusement rangés en groupes, obéissant aux moindres injonctions du commandant chargé de rendre les honneurs rythmés par la musique du détachement de la fanfare militaire.

Outre les autorités politiques et administratives locales ainsi que le Commandant de la 9^e région militaire, maître d'œuvre pour la circonstance, d'importantes personnalités venues de Kinshasa ont pris part à cette cérémonie

placée sous le patronage du Général-major Jean-Pierre Ondekane, ministre de la Défense nationale, Démobilisation et Anciens combattants. Etaient présents : le Chef d'état-major Général des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), le Chef d'état-major de l'armée belge, l'Attaché de Défense français. Le Commandant des Forces, le Général Samaila Iliya, a représenté la MONUC. Il était accompagné de différents responsables du bureau MONUC de Kisangani.

La première allocution fut celle du Chef de mission militaire belge à Kisangani. Il a fait un bref historique

du processus ayant conduit à la formation du bataillon pour des opérations spécifiques de maintien de la paix. Il a fait aussi état du contenu de cette formation et s'est félicité de l'assiduité et de la détermination des récipiendaires congolais.

Prenant ensuite la parole, le ministre congolais de la Défense nationale a situé le cadre des manifestations: « *La cérémonie de ce jour marque la fin de l'instruction des éléments de la première brigade unifiée et intégrée. Elle inaugure une ère nouvelle et constitue le point de départ du processus de formation de l'armée du futur que recommande l'Accord Global et Inclusif* ». Il a ensuite remercié le Gouvernement belge. Il a précisé, entre autre, la destination future des éléments de cette brigade appelée à servir essentiellement en Ituri et exhorté ses compatriotes militaires à se mettre au service de leur pays.

La cérémonie s'est poursuivie par la remise de différents parchemins ;



LE COMMANDANT DE LA NOUVELLE BRIGADE (PHOTO MARCELLINE COMLAN/MONUC)

l'ensemble des instructeurs belges et français ont reçu des mains de Jean-Pierre Ondekane une attestation, gage de leur professionnalisme. Quant

aux militaires congolais, c'est avec fierté qu'ils ont reçu du Chef d'état-major belge leurs certificats de fin de formation.



UN MILITAIRE CONGOLAIS NOUVELLEMENT FORMÉ, REÇOIT SON CERTIFICAT DE FIN DE FORMATION DES MAINS DU CHEF D'ÉTAT-MAJOR BELGE (PHOTO MARCELLINE COMLAN/MONUC)

L'étape du passage de témoin et la remise du fanion du premier bataillon, symbole de commandement, a été la partie la plus émouvante de la cérémonie. Une remise de fanion dans un ordre de préséance bien orchestré et hiérarchisé où, par des mots de félicitations et des gestes précis, le premier bataillon est officiellement passé des mains des formateurs belges sous le commandement des FARDC.

Un défilé militaire a mis fin à la cérémonie sous les applaudissements de la population enthousiaste.

De nombreux journalistes ont fait le déplacement de Kisangani pour ne pas rater cet événement historique. Mais la journaliste du bureau de l'Information Publique de la MONUC a été confrontée aux obstructions d'un militaire un peu trop zélé qui est allé jusqu'à la menacer d'arrestation. Mais cela ne l'a pas empêchée de faire son travail.

Destruction de munitions de combattants étrangers rapatriés

La Task Force One sud africaine (TF1) basée à Lubéro a procédé le vendredi 19 mars 2004 à la destruction de 17.187 cartouches de munitions appartenant à des combattants étrangers. La destruction de ces munitions qui proviennent de saisies opérées dans le cadre des activités de démobilisation, désarmement, rapatriement, réinstallation et réintégration des groupes armés étrangers (DDRRR), a été effectuée sous le contrôle technique de deux spécialistes sud-africains de la Explosives Ordnance Disposors (E.O.D.) ou le Corps de désamorçage d'explosifs.

PAR LÉON MENSAH ALUKA



LES MUNITIONS, JUSTE AVANT LEUR DESTRUCTION... (PHOTO MENSAH ALUKA/MONUC)

L'opération aura duré environ cinquante minutes depuis l'ignition du bac à fuel à la combustion totale ou destruction de la dernière cartouche. D'abord les 17 mille et plus cartouches ont été vidées dans un genre de fourneau épais fondeur d'acier en forme rectangulaire sous lequel sont placés deux bacs également en acier rempli à moitié de mazout puis verrouillé ; ceci, en toute évidence, pour éviter que les munitions en explosant ne bondissent du bac. « *Le mazout est préférable aux autres sources d'énergie*

comme l'essence ou kérosène parce qu'il brûle plus lentement que ces derniers » explique l'expert en explosifs. Une étoffe lourde est placée dans les plateaux et absorbe une partie du fuel. On allume les bouts de cette pièce de tissus qui déborde des plateaux. Ils brûlent pour étendre le feu jusqu'au fuel dans les plateaux qui prend ainsi feu. Le mazout qui brûle réchauffe le bac au-dessus rempli des munitions à détruire jusqu'à une température oscillant entre 600 et 800 degrés, d'après l'expert.

Après une bonne quinzaine de minutes les premières balles chauffées se dilatent et les détonateurs qu'elles renferment s'échappent produisant des déflagrations semblables, à quelques décibels près, aux crépitements des kalachnikovs et autres AK47 pour signifier que c'est bel et bien les munitions de ces armes qui sont en destruction. Au fur et à mesure que la température monte, les crépitements sporadiques du début deviennent plus soutenus comme des rafales et montent en crescendo avant de

redescendre au bout de la cinquantaine de minutes, avec des crépitements intermittents, comme au début, qui, petit à petit s'estompent pour permettre à Lubero dont la colline abrite le site DDRRR de renouer avec le calme et le silence atypique qui caractérisent cette ville.

Il faut rappeler que le 10 septembre 2003, le contingent sud africain de la Task Force One a procédé à la destruction d'un lot d'armes et de munitions saisies deux mois plus tôt sur l'aéroport Wageni ENRA de Beni. C'était dans une affaire de trafic d'armes et de munitions doublée d'un détournement d'avion qui avait pour points de départ Aru et Mongwalu dans l'Ituri. Mais c'est la première fois que la MONUC procède à la destruction des munitions provenant de combattants

étrangers démobilisés et rapatriés dans le cadre du programme DDRRR.

Il faut aussi noter que la Task Force One du contingent sud africain est une compagnie renforcée forte de 204 militaires basés à Lubero et dont la tâche primaire consiste à assister dans les opérations DDRRR. Elle s'occupe subsidiairement aussi de sécurité régionale et enfin un peu de DDR des ex-combattants nationaux. Ainsi donc, dans l'exécution de son mandat, et ce depuis le 15 novembre 2003, date de l'arrivée de cette 2^{me} vague d'éléments de son contingent, la Task Force One a procédé à environ 160 sorties ou patrouilles avec ou sans l'équipe civile de la DDRRR. Ces patrouilles sont dirigées surtout vers le sud de Lubero mais aussi vont au de-là de Beni, vers Kamango

(Nord-Ouest) et Mutuanga au pied du mont Rwenzori (Est de Beni). Actuellement, le contingent, pour être plus opérationnel et plus présent sur le terrain, a un peloton qui est affecté à Kasuo au service des activités DDRRR des combattants rwandais et ougandais, et une dizaine d'éléments basés à Butembo aux côtés de la section DDRRR de Butembo. Le reste du contingent resté à Lubero s'occupe des patrouilles itinérantes et donc du monitoring de la région.

Avec le nouveau redéploiement et le renforcement militaire de la MONUC à l'Est, la Task Force One qui est commandée par le Capitaine Jean-Pierre Van Rooyen sera transférée à Beni en tant que composante du dispositif de la Brigade des Kivu.



...CE QU'IL EN RESTE (PHOTO MENSAB ALUKA/MONUC)

Désarmement et résolution 1533 des Nations Unies : le Conseil de Sécurité dit halte au trafic d'armes dans l'Est de la RDC

Les Nations Unies veulent faire respecter l'embargo sur les armes dans l'Est de la République Démocratique du Congo, décrété par le Conseil de Sécurité dans sa résolution 1493 du 28 juillet 2003. Réaffirmant sa préoccupation face à la présence accrue de groupes armés et des milices dans cette partie du pays en proie à d'intenses tueries et actes de violence survenus ces trois derniers mois, le Conseil de Sécurité a adopté le 12 mars 2004, une nouvelle résolution.

PAR JOSEPH TSHIMANGA

La résolution 1533 est une approche à trois niveaux que le Secrétaire Général des Nations Unies, Kofi Annan, avait proposée au Conseil de Sécurité pour assurer la surveillance d'un embargo

Etats membres. Tels sont les objectifs principaux de la nouvelle résolution, qui crée, donc, un mécanisme renforçant l'embargo sur les armes. Le Comité de surveillance est composé

Unies en RDC (MONUC) dans le cadre de son mandat de surveillance. « *Le Conseil autorise la MONUC à saisir ou recueillir les armes et tout matériel connexe dont la présence*



LE CONSEIL DE SÉCURITÉ VEUT QUE CESSE LE TRAFIC D'ARMES À L'EST DE LA RDC (PHOTO UNHQ)

sur les livraisons d'armes aux Kivu et en Ituri. D'une part la poursuite par la MONUC de la mise en oeuvre de son mandat de surveillance, d'autre part la création d'un groupe restreint de trois ou quatre experts techniques chargés de recueillir des informations et de mener des enquêtes préliminaires à la fois en RDC et dans d'autres pays. Le Groupe d'experts rendrait compte de ses travaux à une troisième instance, un comité de sanction qui, à son tour, présenterait des rapports, adresserait des recommandations au Conseil de Sécurité et examinerait le problème au niveau politique avec les

de tous les membres du Conseil. Il est chargé entre autres « *de demander à tous les Etats, et particulièrement ceux de la région, d'informer le Conseil des dispositions qu'ils auront prises pour l'application effective des mesures imposées en juillet 2003* ».

Le Comité doit également présenter à l'organe suprême des Nations Unies des propositions sur les moyens de renforcer l'efficacité de l'embargo et examiner les listes des Etats qui n'auront pas respecté les mesures imposées. La résolution 1533 réitère son soutien à la Mission de l'Organisation des Nations

sur le territoire de la République Démocratique du Congo interviendrait en violation des mesures imposées par la résolution 1493 ».

Le chapitre 7

La MONUC est priée par le Conseil de continuer à utiliser tous les moyens, dans les limites de ses capacités, pour faire appliquer les mesures imposées par la résolution 1493, et en particulier pour inspecter les cargaisons des aéronefs et de tout véhicule de transport utilisant les ports, aéroports, terrains d'aviation, bases militaires et postes

frontière au Nord et au Sud-Kivu, et en Ituri.

En réponse à ces recommandations, une opération de lutte contre le flot d'armes arrivant illégalement en République Démocratique du Congo a été lancée par la Mission de l'ONU avec l'appui de ses forces fluviales tandis que le Représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU, William Lacy Swing, poursuit ses démarches auprès des Etats voisins pour qu'ils prennent les mesures appropriées. Le Chef de la MONUC a décidé de tout mettre en

œuvre pour faire respecter l'embargo sur les armes décrété par le Conseil de Sécurité dans sa résolution 1493 du 28 juillet 2003, a indiqué mercredi 17 mars 2004, Hamadou Toure, porte-parole de la MONUC.

Les forces fluviales de la MONUC vont être déployées vers le lac Albert afin de contrôler le flux d'armes à destination de l'Est de la RDC, a-t-il précisé ajoutant que, par ailleurs, M. Swing a l'intention de poursuivre ses démarches auprès des Etats de la sous-région pour les inviter à prendre

les mesures susceptibles d'endiguer le trafic illégal d'armes acheminées vers la RDC.

Le porte-parole de la MONUC a cependant souligné qu'il ne suffisait pas de traquer les trafiquants d'armes pour faire respecter l'embargo mais qu'il fallait également « *trouver une solution au conflit qui sert de prétexte à l'entrée illégale d'armes. Pour cela il faut maintenir le cap de la transition qui doit aboutir sur l'organisation d'élections libres, transparentes et démocratiques* ».

Le Chef de la MONUC, William Swing, à Brazzaville, Maputo et Pretoria

PAR MATHY MUPAPA

L'évolution de la Transition en République Démocratique du Congo, les opérations de désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation, réinsertion (DDRRR), la prochaine Conférence internationale sur la région des Grands Lacs prévue cette année, le renforcement des effectifs de la MONUC, ont été au centre de l'audience que le Président congolais, Denis Sassou Nguesso a accordée, le 18 mars 2004, au Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la RDC, William Lacy Swing.

Dans une interview accordée à la presse congolaise, William Swing a rappelé que près de 10.000 ex-combattants - rwandais, ougandais et burundais - et leurs dépendants avaient été rapatriés volontairement par la MONUC. Parlant du processus de transition politique et de l'intégration de l'armée nationale, le Représentant spécial a mentionné la prochaine mise en place du programme national de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR). « *Le Gouvernement de Kinshasa vient de signer le projet du programme DDR*

pour les milices congolaises, qui va être devant la Banque Mondiale au mois de mai, et qui sera d'application au plus tard au mois de juin », a-t-il déclaré.

Sur une note personnelle, le Représentant spécial du Secrétaire Général s'est dit ravi de revenir à Brazzaville où il était ambassadeur il y a plus d'un quart de siècle.

William Swing à Maputo et Pretoria

Le Chef de la MONUC s'était également rendu, le 8 mars 2004 à Maputo où il a été reçu par le président mozambicain, Joaquim Chissano, également président en exercice de l'Union Africaine. Les derniers développements du processus de paix en RDC et de l'évolution de la Transition avaient dominé leurs entretiens.

Il s'agissait de la troisième rencontre entre les deux personnalités. La première avait eu lieu à Kigali le 12 septembre 2003, en marge de la cérémonie de prestation de serment du président Paul Kagame ; la deuxième

le 27 novembre 2003 à Pretoria, lors du sommet sur la situation en RDC convoquée par le Président sud-africain, Thabo Mbeki, et qui avait réuni le Congolais Joseph Kabila et le Rwandais Paul Kagame.

Le 10 mars 2004, le Chef de la MONUC était en Afrique du Sud où il avait rencontré le ministre de la Défense et le Directeur Général du ministère des Affaires Etrangères, en l'absence du ministre en mission, hors du pays.

Ces visites du Chef de la MONUC entrent dans le cadre de ses contacts réguliers avec les leaders de la sous-région concernés par le conflit congolais ou ayant un rôle à y jouer. Elles sont aussi conformes à la dernière résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU qui appuie la Transition et la réforme économique en RDC, et demande au Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies d'être en contact régulier avec les leaders régionaux en vue de faciliter le rétablissement d'une paix durable en RDC.

Général Mbuja Mabe, Commandant intérimaire de la 10^e région militaire: “Ensemble avec la MONUC, nous allons soutenir le processus de paix”

Le Général de Brigade, Félix Mbuja Mabe est arrivé à Bukavu le 12 mars pour assurer l'intérim du Général Prosper Nabyolwa à la tête de la 10^e région militaire. Son intérim devrait durer jusqu'à la clôture de l'enquête du Général Buki, Commandant de la Force Terrestre, sur les tensions survenues au sein de la 10^e région militaire qui avaient mené au saccage de la résidence du Général Nabyolwa dans la nuit du 23 au 24 février dernier. Le Général Nabyolwa se trouve en ce moment à Kinshasa pour des consultations dans le cadre de cette enquête. Dans un entretien avec Radio Okapi, le Commandant intérimaire de la 10^e région militaire explique ses priorités pendant son séjour à Bukavu.

PROPOS RECEUILLIS PAR SÉBASTIEN LAPIERRE
ET TRANSCRIPTS PAR ELIANA NABAA

Général, vous arrivez au Sud-Kivu suite à une période un peu agitée, quelle lecture faites-vous de la situation, au moment où vous arrivez ici, pour assurer l'intérim du Commandant Nabyolwa ?

Général Mbuja Mabe : J'ai reçu notamment des informations de la MONUC, de certains responsables politico-administratifs, surtout du Commandant des Forces Terrestres qui était venu gérer la situation ici. Aussitôt, j'ai décidé de tenir une causerie morale ce matin. J'ai expliqué le but de ma mission ici à Bukavu à la 10^e région militaire et j'ai donné les orientations, les actions à mener pendant mon séjour ici.

Quel est votre programme et surtout quelles sont vos priorités pendant votre séjour à Bukavu ?

G^{al} MM : Ensemble avec la MONUC, nous allons soutenir le processus de paix. En ce qui concerne l'armée, je compte restaurer la discipline. C'est très important de penser à faire le brassage des unités parce qu'ici, il y a des unités qui existent encore dans l'ancienne formule, qui rendent encore compte à leur composante, alors que nous sommes dans le processus de réunification de l'armée. Il faut brasser toutes les unités. Et puis, il y a le recyclage qu'il faut absolument faire faire aux unités, parce que vous

savez qu'au sein des différentes composantes, tout le monde n'a pas suivi une formation militaire. Il y a des gens qui ont suivi une formation rapide en raison des besoins de la guerre et il faut absolument les recycler pour qu'ils deviennent de vrais militaires.

Vous parlez de discipline. Nous pensons que c'était l'une des priorités du Général Nabyolwa, mais qui s'est retrouvé ici pour commander des troupes issues presque exclusivement d'une composante autre que celle dont il était lui-même issu. Et nous pensons que c'est votre cas, puisque vous êtes issu de la composante gouvernementale. Est-ce que vous pensez que vous ferez face aux mêmes défis que le Général Nabyolwa, c'est-à-dire des officiers sans support en hommes, qui commandent des troupes d'une autre composante et qu'à cause de cela, vous aurez justement des problèmes à imposer cette discipline ?

G^{al} MM : Oui, mais à partir du moment où le processus de réunification est en cours, que nous sommes en train d'appliquer l'Accord global et inclusif, qu'il y a un commandement unifié, automatiquement, il n'y a plus de composantes. C'est l'armée commandée par un seul commandement. Donc, même si je viens ici et que je n'ai pas d'unités que j'ai eu à commander puisque j'étais

dans la composante ex-gouvernement, nous allons travailler comme une armée réunifiée ensemble avec les différentes composantes.

C'est un argument qu'on a déjà entendu du Général Nabyolwa. Dès qu'il y a eu un petit problème, on a vu les vieux réflexes des composantes se réveiller. Comment vous envisagez d'éviter de vous retrouver dans la même situation que lui ?

G^{al} MM : Il faut donner d'abord les instructions. Il faut donner les directives, la ligne de conduite aux militaires. C'est ce que j'ai fait ce matin, j'ai instruit tous les militaires et tous les officiers sur l'application du règlement militaire, l'emploi de temps des militaires, je leur ai donné des consignes particulières. Il y a des instructions pour les militaires. Ils ne peuvent pas sortir pendant les heures de service en tenues militaires, en armes, avec des munitions, il faut que les armes soient gardées dans des magasins, ainsi que les munitions. Seuls les militaires en service peuvent circuler avec des armes. Et aussi, il faut dénoncer les caches d'armes et de munitions, respecter les traditions militaires, c'est-à-dire, restaurer le système de service intérieur dans les casernes, le contrôle, les appels. Je crois qu'une armée qui se respecte a des traditions que nous devons respecter et faire respecter.

Parlons du fonctionnement de la 10^e région militaire pendant votre séjour. Comment va fonctionner entre autres le commandement ? Est-ce que le Colonel Mutebutsi va travailler avec vous ?

G^{al} MM : Il y a un état-major de la 10^e région militaire qui est ajusté et qui est juste jusqu'à preuve du contraire. Moi je suis venu assurer l'intérim avec un groupe restreint. C'est peut-être pour 15 jours, 10 jours je n'en sais rien.



GÉNÉRAL MBUJA MABE: «JE REMERCIE LA MONUC POUR LE TRAVAIL QU'ELLE EST EN TRAIN DE FAIRE SUR LE TERRAIN » (PHOTO ELIANA NABAA/MONUC)

Nous allons justement fonctionner pour essayer de calmer la situation, la tension qui a existé ici, puis travailler avec ceux qu'on a trouvé sur place.

Juste pour éclairer l'opinion, il y avait certaines rumeurs qui circulaient à Bukavu selon lesquelles que vous étiez venu avec un nouveau commandant second. Est-ce que c'est vrai ?

G^{al} MM : Non, non, je n'ai pas de commandant second. J'ai un

assistant. Pourquoi m'a-t-on attribué un assistant ? C'est parce qu'il connaît bien le milieu. Il peut me dire ce qu'il faut faire ici ou là.

Venons-en à présent à la question des caches d'armes. Récemment la présence d'armes et de gardes du corps un peu partout en ville a créé beaucoup de tensions et la MONUC. Comment vous envisagez la collaboration avec la MONUC pour justement diminuer la présence d'armes lourdes et légères en ville dont le statut est un peu confus ?

G^{al} MM : Je vous ai dit que ce matin j'ai tenu une causerie morale. La question des caches d'armes et du port d'armes fait partie justement de ce que j'ai dénoncé ce matin. Donc j'ai dit qu'il faut absolument que les armes restent aux magasins parce que c'est du matériel matriculé qui doit être contrôlé en permanence et rester au magasin.

On ne peut s'en servir qu'en cas de besoin. On ne peut pas circuler à tout moment avec des armes, dans des lieux publics, pour rien. En ce qui concerne les caches d'armes, je sais qu'il y a des caches d'armes selon les informations que j'ai reçues de la MONUC. Nous devons ensemble les identifier pour les déterrer et les récupérer. On peut les utiliser pour autre chose parce que nous avons des militaires qui n'ont pas d'armes. On peut doter ces militaires des armes qu'on va récupérer.

Une des inquiétudes de la population par rapport à l'enquête du général Buki sur les événements qui ont eu lieu ici est que celle-ci pourrait traîner encore plusieurs mois et qu'en fait il n'y aurait pas de solution en vue. Qu'est ce que vous avez à dire là-dessus ? Quand est-ce que vous croyez que l'enquête sera terminée ? Et que votre travail intérimaire ici sera complété ?

G^{al} MM : Il ne faut pas que la population se rende justice elle-même. Laissons le problème au niveau des autorités et la justice sera faite. La population doit se tranquilliser. Je demande plutôt à la population de vaquer à ses occupations. Je peux leur garantir la sécurité. Il n'y a pas de problèmes. L'incident qui est arrivé est arrivé et il a été maîtrisé. Je pense que l'on ne va plus revenir là-dessus.

Est-ce que vous croyez que l'enquête va traîner ?

G^{al} MM : Pourquoi pensez-vous qu'elle va traîner, puisqu'elle a été menée ici pendant deux semaines ? Le Général Buki vient de passer deux semaines ici et il ne reste que les conclusions. Donc je ne pense pas que cela puisse traîner.

Pour conclure, avez-vous dernier un message à faire passer ?

G^{al} MM : Oui, je remercie d'abord la MONUC pour le travail qu'elle est en train de faire sur le terrain. La MONUC peut compter sur moi pendant mon séjour ici. Nous allons très bien collaborer, il n'y a pas de problèmes parce qu'en fait, nous avons un même objectif : c'est la paix. Et à la population, je lui demande d'être calme et de compter sur nous. Elle a une armée, quand bien même ce n'est pas une armée digne de ce nom, mais nous tendons vers cette armée. Nous sommes là et nous allons faire l'effort de restaurer la discipline, la compétence et la coopération au sein de l'armée. Donc nous allons garantir la paix. La population peut compter sur nous.

Opérations « Cordon and Search » à Bukavu

PAR JOËLLE SABELLA

« Cordon and Search »... tel est le nom qui désigne les opérations menées depuis bientôt une semaine par les militaires onusiens de Bukavu, en coordination avec le commandement de la 10^e région militaire. En bon français, il s'agit d'opérations de « bouclage et de fouille » durant lesquelles les militaires de la MONUC encerclent un quartier et procèdent à la fouille des maisons suspectées d'abriter des armes et des munitions. C'est ainsi que sur base d'informations faisant état de mouvements d'armes et de munitions à Bukavu, la MONUC a procédé à la fouille de plusieurs maisons. Durant cette opération aucune cache d'armes importante n'a été découverte, à l'exception d'une quarantaine d'armes légères, des fusils mitrailleurs automatiques, des lance-roquettes et une quantité de munitions dans plusieurs maisons appartenant à des officiers dans le quartier de Nguba. Celles-ci ont été saisies et placées dans un endroit sûr. Parallèlement, des points de contrôle ont été établis en ville pour permettre aux Casques bleus de fouiller les véhicules et d'empêcher ainsi une quelconque fuite de ces armes



LA MONUC A PROCÉDÉ À LA FOUILLE DE PLUSIEURS MAISONS ET TROUVÉ DES ARMES (PHOTO JOËLLE SABELLA/MONUC)

illégales.

Il est à noter que les opérations de sécurisation interviennent à la suite des événements qui ont secoué la ville de Bukavu au cours des deux dernières semaines de février et qui

ont suscité de graves tensions au sein du commandement de la 10^e région militaire, entraînant des violences à Bukavu, la mise en place d'une commission d'enquête militaire, et sur le plan national, des répercussions négatives sur la poursuite du processus de transition politique. D'importantes quantités d'armes avaient alors été découvertes et suite à un accord entre la MONUC et le Commandant Second de la région, les détenteurs d'armes et de munitions devaient déclarer à la MONUC avant le 15 mars l'emplacement et le type d'armes entreposées illégalement à Bukavu ainsi que le nombre de gardes de corps affectés à chaque officier supérieur. De son côté, le commandant intérimaire de la 10^e région militaire, le Général Mudja Mabe arrivé à Bukavu le 12 mars, a fait état de son intention de procéder « ensemble avec la MONUC à identifier les caches d'armes, afin de les déterrer et de les récupérer », suite à son entretien avec les responsables de la Mission.



LES CASQUES BLEUS DOIVENT EMPÊCHER TOUTE FUITE DES ARMES ILLÉGALES (PHOTO JOËLLE SABELLA/MONUC)

DDR à Kindu : la Société civile aide des ex-combattants démobilisés à réintégrer leur communauté

PAR MAMADOU BAH ET SADALA CHABANI



LES OUTILS REMIS AUX EX-COMBATTANTS LEUR PERMETTRONT DE REDEVENIR DES CIVILS ACTIFS
(PHOTO MAMADOU BAH/MONUC)

Le 16 mars 2004, la Société Civile du Maniema (SOCIMA), assistée par un appui financier de l'ONG hollandaise NOVIB, a démarré un projet de réintégration sociale d'anciens Maï-Maï ayant choisi d'opter pour un retour à la vie civile.

Au cours de la cérémonie de démarrage des opérations de distribution d'outils de travail, le Secrétaire général de la SOCIMA, Usseni Makonga, a expliqué que le projet a pour objectif de former environ 300 ex-combattants, en commençant d'abord par ceux qui résident dans la ville de Kindu. Ils ont été identifiés à partir de listes établies par la MONUC et par l'ONG Haki Zabinadamu (qui signifie droits de l'homme en swahili).

Pour Monsieur Makonga, « il s'agit d'une contribution des Congolais du Maniema aux efforts pour la réinsertion

des ex-combattants dans la société civile nationale, un premier geste qui sera suivi d'autres car il y a, selon les estimations actuelles, 1.600 ex-combattants démobilisés dans la ville de Kindu ». L'objectif étant de « faire en sorte que ceux qui avaient abandonné leur métier civil d'origine pour s'engager dans un groupe armé puissent redevenir des civils actifs pouvant faire face aux exigences nouvelles, au lieu de devenir une charge pour la société ».

Avis partagé par un des bénéficiaires qui a préféré conserver l'anonymat : « Grâce aux outils qu'on vient de me donner, je vais ouvrir une menuiserie. Je vais travailler avec des anciens camarades qui sont au chômage et n'ont pas d'instruments ».

Les bénéficiaires sont donc classés selon leur profession avant la guerre. Et

la priorité a été accordée à des métiers rapidement opérationnels. Parmi les heureux élus, 27 seront formés ou reconvertis à la pêche, 11 à la menuiserie, 8 à la couture, 15 au petit commerce et 239 à l'agriculture. Chacun des 27 futurs pêcheurs recevra une pirogue, 6 filets de pêche, 5 boîtes d'hameçons et 5 bobines de fils de pêche.

Par ailleurs, la SOCIMA a reçu 10 unités d'équipements radiophoniques fournies par l'ONG Action pour la Paix au Congo. Ces équipements seront installés dans les localités de Kindu, Lubutu, Punia, Kailo, Pangi, Kibombo, Tunda, Kasongo, Samba et Kabambaré. Ceci permettra non seulement à la SOCIMA de pouvoir joindre ses filiales lointaines mais aussi aux individus d'entrer en contact avec leurs familles et amis à travers la province du Maniema.

Des « Parlementaires debout » réaffirment leur soutien à la MONUC

PAR MATHY MUPAPA

« *Swing, the people accept you* » (Swing, le peuple vous accepte), « *Nous voulons l'application du chapitre VII* », « *Pas de caches d'armes dans le pays* », « *Nous voulons aller aux élections* », « *William Swing, nous vous soutenons* », pouvait-on lire sur les calicots brandis ou entendre dans les slogans scandés par les

tous les efforts déployés en vue de la bonne marche de la Transition qui doit aboutir aux élections générales. Ils ont accusé les animateurs de la Transition de poser, depuis un certain temps, des actes qui compromettent le processus de paix et de réconciliation. Ils ont également dénoncé ce qu'ils qualifient de « *message de haine*, à

que les élections générales se tiennent dans les délais constitutionnels prévus.

Le message des «Parlementaires Debout» a été remis au représentant du Chef de la MONUC présent sur les lieux, Charles Providence Gomis, Directeur de la Division Politique de la Mission. « *Au nom du Représentant*



LES « PARLEMENTAIRES DEBOUT DISENT MERCI À LA MONUC ET À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE POUR LEUR SOUTIEN AU PROCESSUS DE PAIX EN RDC (PHOTO ADO ABDOU/MONUC)

«Parlementaires Debout» venus, une centaine environ, devant le quartier général de la MONUC manifester, le mercredi 17 mars 2004, pour soutenir la Mission et le Représentant spécial, William Lacy Swing.

Dans leur adresse, les représentants de ces «Parlementaires Debout» ont remercié la MONUC, le Représentant spécial et la Communauté internationale pour leur soutien au processus de paix en RDC et pour

l'instar de la Radio Mille Collines » véhiculé à travers les médias d'Etat. Les «Parlementaires Debout» ont aussi stigmatisé l'inféodation des hommes en armes aux chefs de leurs anciennes composantes plutôt qu'à ceux de la nouvelle armée unifiée. Ils ont également demandé à la MONUC de faire usage du chapitre VII pour imposer la paix en RDC et au Comité International d'Accompagnement à la Transition (CIAT) de continuer à soutenir le processus de Transition pour

spécial, je vous remercie. Je lui transmettrai votre message », a-t-il dit.

Les «Parlementaires Debout» constituent une organisation mise sur pied de façon spontanée, composée d'hommes de différentes obédiences politiques, mais surtout de l'opposition non armée et qui commentent, dans les coins de rues, les points forts de l'actualité congolaise.

La journée du 8 mars à Kinshasa entachée de quelques incidents

Les femmes congolaises se sont retrouvées en grand nombre au Palais du Peuple de Kinshasa, le 8 mars 2004, pour célébrer la Journée Internationale de la Femme (JIF). Outre le débat qu'elle a relancé sur le respect des droits de la femme en général, sur le rôle de la femme congolaise et sa participation à la gestion de la chose publique, cette journée placée sous le thème "Genre et violences sexuelles en RDC", a été marquée, la veille, par un dîner organisé en l'honneur des Congolaises par le Chef de l'Etat, Joseph Kabila et le jour même par quelques incidents au Palais du Peuple.

PAR FABRICE BADIBANGA ET MATHY MUPAPA

Le 7 mars, le Président Joseph Kabila a salué le mérite de la femme congolaise pour ses actes de bravoure, et le prix qu'elle a payé pendant la guerre. Pour lui, la femme congolaise et surtout celle de l'Est du pays, doit désormais jouer le rôle d'agent de développement au même titre que l'homme. Raison pour laquelle il a invité la femme à « *s'investir dans la gestion du pays, et à refuser de servir de marchepieds aux politiciens en mal de repositionnement* ». Pour lui, la femme doit se prendre en charge et refuser toute instrumentalisation de la part de l'homme.

Azarias Ruberwa ne s'est pas empêché toutefois de rendre un vibrant hommage à la femme congolaise.

Cette attitude des femmes au Palais du Peuple a provoqué de vives réactions du RCD, qui a attribué « *le comportement indigne* » de ces femmes à « *un complot politique ourdi par les membres du Parti du Peuple pour la Reconstruction et le Développement (PPRD) et des associations proches de la famille politique du Président Joseph Kabila contre le Vice-Président de la République Azarias Ruberwa* ».

Auparavant, la ministre de la Condition Féminine et Famille, Faïda Mwangilwa, avait, quant à elle, replacé la JIF dans son contexte réel. Elle avait présenté officiellement le document de stratégie pour la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants élaboré par les agences du système des Nations Unies, le Gouvernement congolais et les ONG internationales et locales. Dans l'esprit de ses concepteurs, ce document doit servir de tableau de bord pour une lutte efficace contre la violence faite à la femme. A travers l'élaboration conjointe de ce document, les partenaires ont décidé de coordonner leurs

Le lendemain, jour J au Palais du peuple, le Vice-Président Azarias Ruberwa a, lui aussi, reconnu les mérites de la femme congolaise. Il a profité de la cérémonie du jour pour demander pardon aux femmes congolaises « *pour toutes les violences commises contre elles pendant la guerre* ». Selon M. Ruberwa, à l'instar d'autres femmes à travers le monde, la femme congolaise doit jouer un rôle de premier plan dans le développement du pays. Bien que conspué par un groupe de femmes apparemment décidées à lui faire payer les bavures de son mouvement,



SÉANCE DE RESTITUTION À LA MONUC: FEMMES ET HOMMES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ONT DÉPLORÉ LES INCIDENTS DU PALAIS DU PEUPLE (PHOTO ADO ABDOU/MONUC)



LE GENDER OFFICE DE LA MONUC A SALUÉ LA CONTRIBUTION DU PERSONNEL CIVIL ET MILITAIRE DE LA MISSION AUX MANIFESTATIONS ORGANISÉES DANS LES SECTEURS (PHOTO ADO ABDOU/MONUC)

activités afin d'éviter la dispersion des énergies, et obtenir des résultats tangibles en un temps record et à moindres frais. D'autant plus que les différents financements débloqués à ce jour n'ont jamais débouché sur des résultats significatifs. D'où, la nécessité de mettre en place une coordination qui devra désormais mener les actions sur le terrain dans ce sens. Etant donné que tout le mois de mars est consacré à la femme, la coordination pense d'abord concentrer ses actions à l'Est du pays où, malgré la fin de la guerre, les viols et autres exactions sont monnaie courante par le fait de l'existence des groupes armés et des milices actifs dans cette partie de la RDC.

Une journée de restitution à la MONUC

Le 12 mars 2004, le Gender Office de la MONUC (Bureau chargé des questions de Genre), a organisé dans la salle de conférence du

quartier général de la Mission, une séance de restitution des festivités de la JIF avec la Société civile. Les femmes et hommes issues de diverses organisations et structures féminines, ont ainsi passé en revue les différentes manifestations tenues à travers le pays pour célébrer la Journée de la Femme.

Après la projection du film *Le corps des femmes : Front caché de la guerre en RDC*, produit et réalisé par la Division de l'Information publique de la MONUC, le Chef du Gender Office de la MONUC, Amy Smythe, a salué l'implication du personnel militaire et civil de la Mission pour la réussite des manifestations organisées dans les secteurs. Elle a mis l'accent sur la nécessité de vulgariser la notion de Genre au sein de toutes les couches socio-politiques du pays à travers les échanges et les informations. Mme Smythe a par ailleurs déploré le viol d'une jeune fille, par deux militaires, le 8 mars 2004 à Kalemie,

un acte ignoble qui a complètement fait fi du thème de la journée.

Les femmes et hommes de la Société civile ont, pour leur part, dénoncé le viol d'un pasteur par 4 femmes militaires à Kinshasa. Ce n'est pas par la vengeance ainsi que l'on peut mettre fin à la violence faite à la femme, ont dit les participants. Ils ont déploré les incidents survenus le 8 mars au Palais du peuple. Ils ont appelé à l'éducation des Congolais de la base au sommet, à la sensibilisation de la jeune fille congolaise souvent exposée de par son habillement, son comportement et chosifiée ou exploitée dans les publicités, par les musiciens, voire les politiciens ; à la lutte contre l'impunité, etc.

Ce n'est pas le travail d'un jour comme le 8 mars seulement, c'est un travail de longue haleine, a tenu à souligner Amy Smythe.

La Journée Internationale de la Femme célébrée avec faste à Beni et Butembo

Les activités marquant la célébration de la journée de la femme ont été lancées dans le territoire de Beni bien avant le 8 mars avec des conférences-débats, des programmes radiophoniques, des pièces de théâtre et des projections vidéo qui ont couvert tout le territoire de Beni, c'est à dire de Beni ville jusqu'à Eringeti, à la frontière de l'Ituri en passant par Oicha. Ces activités qui ont commencé dès le 1^{er} mars et qui ont eu lieu tous les jours jusqu'au jour J, ont été coordonnées par la MONUC, avec la participation de la Société civile, du Club Academia de la Fédération des Etudiants de Beni.

PAR LÉON MENSAH ALUKA

On a noté particulièrement l'adhésion et la participation de la population tant civile que militaire à toutes ces manifestations, l'intérêt suscité par les projections vidéo, en plein air à différents endroits de la ville, du documentaire réalisé par le Bureau de l'Information publique de la MONUC *Le corps des femmes, front caché de la guerre en RDC*. Ce même film a été projeté le samedi 6 mars, au camp de recyclage et d'intégration militaire de Nyaleke devant sept cents militaires et cinq cents de leurs femmes et filles, qui, tous captivés, ont demandé à la

Beni, debout à la tribune officielle tout le long de ce défilé de trois heures trente, a tenu à rendre hommage ainsi aux braves femmes de son territoire qui n'ont ménagé aucun effort pour que cette journée qui a un sens particulier pour elles, soit une réussite. Les autres officiels présents à ses côtés ont dû l'abandonner pour s'asseoir à force de voir le flux de femmes passer vague après vague. Elles étaient des milliers à participer à cette marche gigantesque et riche en couleurs. Plus de 6000, précise un colonel algérien qui a usé d'une méthode quasi scientifique pour

il y avait des revendeuses de produits vivriers, des militaires, policières et des épouses de militaires, des membres de différents mouvements et partis politiques représentés à Beni, de diverses structures de l'Etat, de la Société civile, des veuves, des cambistes, etc.

La pluie qui a commencé tôt le matin vers 7 heures pour ne s'arrêter que vers midi a failli gâcher la fête. Mais elle n'a pas empêché les mamans de Beni de suivre le programme à la lettre et notamment de se rendre à l'Eglise Adventiste du Septième Jour de Beni pour suivre le culte œcuménique qui lançait les festivités.

Les femmes de la Bralima/Butembo battues par les Hommes Pygmées

A Butembo dans le territoire de Lubero, la mobilisation été tout aussi totale qu'à Beni. La célébration de la journée du 8 mars a commencé par une messe œcuménique célébrée en plein air sur la colline dénommée *Colline Denis Paluku*. Le défilé de quatre heures qui a suivi a mobilisé plusieurs milliers de femmes, venues de toutes les couches de la société : élèves, paysannes, membres de la société civile, de diverses corporatives, fonctionnaires, mamans revendeuses de marché, etc.

La journée a été aussi marquée par un match de football qui a opposé les hommes pygmées à l'équipe des mamans de la société brassicole Bralima de Butembo. Un match riche en rebondissements et amusant qui s'est soldé par le score de trois buts à un en faveur de l'équipe des Pygmées.



LES FEMMES DE BENI BRANDISSANT LA BANDEROLE MONUC
(PHOTO MENSAH ALUKA/MONUC)

MONUC de revenir le samedi suivant.

Grande mobilisation des femmes au à Beni

Le 8 mars, un grand défilé a mobilisé toutes les forces vives des mamans du territoire de Beni. Le Gouverneur de

arriver à cette évaluation. Richement vêtues de leurs parures et de leurs uniformes bigarrées aux couleurs éclatantes, elles ont tout mis en œuvre pour offrir un grand spectacle, avec fanfare, qui a immobilisé la circulation sur le boulevard Nyamwisi sur tout son kilomètre et demi. Parmi ces femmes,

Bukavu: la MONUC commémore la journée de la femme avec la Société civile

PAR JOËLLE SABELLA

C'est le mardi 9 mars 2004 que le bureau de la MONUC à Bukavu a célébré la Journée Internationale de la Femme, conjointement avec la Société civile du Sud-Kivu.

Placées sous le thème : « Genre

tour à tour pris la parole sur le sujet des violences sexuelles au Sud-Kivu (synthèse d'un travail préparé par les universitaires de la Province), des conséquences juridiques et médicales et de l'intervention des Nations Unies et des femmes en

parfois très chaud, a duré plus de deux heures et s'est terminé par un casse-croûte qui a contribué à détendre les esprits échauffés.

Après la pause, une pièce de théâtre a été présentée. La journée s'est



LA SOCIÉTÉ CIVILE/BUKAVU ONT SUIVI LA PROJECTION DU FILM RÉALISÉ PAR LE BUREAU DE L'INFORMATION PUBLIQUE DE LA MONUC (PHOTO JOËLLE SABELLA/MONUC)

et violences sexuelles en RDC », les manifestations ont été lancées tôt le matin par le Chef du Bureau de Bukavu, avec la projection du film-documentaire : *Le corps des femmes : front caché de la guerre en RDC*, aussitôt suivi d'exposés de cinq spécialistes. Ces derniers ont

général dans le domaine.

Dès la fin des exposés, les participants ont ouvert le débat avec des questions et des commentaires de toutes sortes, avec un intérêt appuyé pour les sujets juridiques et l'éducation des filles. Le débat,

terminée à 14h et les participants se sont séparés, dans l'espoir que les « bonnes résolutions » du sexe fort ne s'arrêteront pas à la journée de la femme, mais se traduiront par des changements effectifs.

Claudine Faida-Maroy, bourgmestre de la commune d'Ibanda à Bukavu : “les Congolaises sont bien plus responsables que les Congolais”

Elle est probablement l'une des rares femmes à occuper une position de choix au sein des institutions du Sud-Kivu. Une place dont elle est fière et qu'elle juge largement justifiée, du fait de son parcours exceptionnel au sein de l'administration congolaise.

PAR JOËLLE SABELLA

Elle n'a que 35 ans et pourtant, elle a déjà eu le temps de faire des études en sciences politiques, de cumuler plusieurs fonctions au sein de l'administration congolaise, de se marier et de mettre au monde 3 enfants. Depuis huit mois,

à fond pour améliorer la situation de sa commune : « *J'ai 20 agents avec lesquels j'ai pu faire beaucoup de choses jusque-là, comme déboucher des caniveaux ou construire des ponts. De plus, chaque samedi, nous*

les autres femmes à marcher sur ses pas : « *Nous devons aller de l'avant, avancer, faire changer le monde. Les mentalités changent et la Congolaise doit chercher désormais à s'épanouir* ». D'autant plus que



selon madame la bourgmestre, les femmes congolaises sont bien plus responsables que messieurs leurs époux. Exemple à l'appui : « *Si vous donnez 100\$ à un homme, il ira probablement s'acheter une bière et s'amuser avec ses copains. Avec cet argent, nos femmes s'emploieraient à nourrir leurs enfants et à les éduquer* ».

CLAUDINE FAIDA-MAROY : « UN JOUR, JE ME BATTRAI POUR ÊTRE LA PREMIÈRE FEMME PRÉSIDENTE DE MON PAYS » (PHOTO JOËLLE SABELLA/MONUC)

Claudine Faida-Maroy est une femme ambitieuse

elle occupe en plus la position de bourgmestre de la commune d'Ibanda, à Bukavu, un premier poste d'importance dont elle s'avoue bien fière : « *Je n'ai jamais été une enfant gâtée, explique-t-elle. Depuis mon enfance, je suis dynamique et je n'attends rien de personne* ». De fait, madame la bourgmestre ne chôme pas et se donne

faisons des travaux communautaires sur une base bénévole et nous intervenons occasionnellement pour aider des associations de mamans, notamment dans le domaine de l'environnement ».

Eh oui, Claudine ne croise pas les bras et appelle d'ailleurs toutes

qui a bien l'intention de continuer à évoluer dans le monde politique. La magistrature suprême ? « *Pourquoi pas, répond-elle. Nous n'avons jamais eu de femme présidente au Congo. Un jour, quand l'opportunité se présentera, je me battrai pour être la première présidente femme de mon pays* ».

Les femmes ituriennes, toutes ethnies confondues, ont défilé à Bunia

PAR MATHY MUPAPA ET BASILE BAKUMBANE

« Mieux vaut me tirer une balle dans la tête que de me violer ; violer une femme, c'est violer sa mère » : c'est le slogan scandé par les femmes de Bunia, toutes ethnies confondues, durant leur défilé de deux heures, sur le boulevard de la Libération du chef-lieu de l'Ituri, le 8 mars 2004.

La présidente de l'Assemblée spéciale intérimaire de l'Ituri (ASII), Pétronille Vaweka, a salué la forte mobilisation des femmes ituriennes pour la circonstance. « Nous avons prouvé que nous sommes capables de rester pendant des heures ensemble sans chercher à nous tuer », a-t-elle déclaré.

Les femmes du contingent uruguayen de la MONUC ont aussi défilé aux côtés de leurs sœurs de l'Ituri.

Les membres de l'ASII, les responsables de la MONUC et une foule nombreuse ont pu suivre la série de matches de football amicaux organisée pour la circonstance. Les footbaleuses étaient



LES FEMMES DE BUNIA, REVÊTUES DE SACS DE FARINE, ONT MILITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE (PHOTO MUHAMMAD ABDUL WAHAB/MONUC)

issues de diverses ethnies. Elles étaient de différentes conditions physiques confondues, de tous âges - il y en avait une de 70 ans - revêtues de tee-shirts leur remis par le contingent pakistanais de la MONUC.

Des femmes démineurs à Bunia

Le 6 mars 2004, quatre femmes de Bunia ont reçu un diplôme attestant la fin de leur formation au déminage. Elles faisaient partie d'un groupe de 14 Ituriens formés pendant 3 mois par la Fondation suisse de Déminage, à la demande de la section Mine Action de la MONUC.

Parmi les stagiaires, Généreuse Busi, une ex-institutrice privée d'emploi par la fermeture de son école. Pour cette mère de deux enfants, le déminage est une nouvelle façon d'aider son prochain. Gloire Dramba, ancien enfant soldat, a un détecteur de métal à la main. Pour lui, déminer c'est sa façon de réparer les crimes qu'il a commis et qu'il regrette.

Très bientôt, ces femmes et ces hommes pourront entamer l'immense tâche de déminer l'Ituri. Déjà encadrés par leurs formateurs, les démineurs stagiaires travaillent à rendre de nouveau accessible le site de captage de la Regideso afin de rétablir l'alimentation en eau de la ville de Bunia.



LES CES HOMME ET FEMMES POURRONT BIEN TÔT S'ATTELER AU DÉMINAGE DE L'ITURI (PHOTO ETIENNE ROUGERIE/MONUC)

Une marche de réunification pour les femmes de Goma

PAR ISABELLA DI NAPOLI ET BERNARDINE DIAMBU

Dans une marche dite de réunification, des milliers des femmes de Goma ont marché dans les rues de la ville pour commémorer la Journée Internationale de la Femme. Près de 200 regroupements de femmes, ont défilé, chantant et dansant au rythme de la fanfare kimbanguiste, du rond-point BDGEL, jusqu'au stade de l'Unité. Là, plusieurs discours ont été prononcés dont ceux de du Chef de la division Femme et Famille, des représentants de l'UNICEF, de la MONUC et du Gouverneur de province.

Le Chef de la division Femme et famille a loué les efforts des femmes du Nord-Kivu consentis pour la survie de leurs proches pendant la période des conflits armés. Elle a appelé les hommes en uniforme à sécuriser la Femme.

Le représentant de l'UNICEF pour sa part, appelé toutes les organisations nationales et internationales à rester vigilantes pour que les auteurs des viols des femmes ne restent pas

impunis.

La MONUC a organisé une conférence avec les étudiantes des universités, et projeté un film sur la violence faite aux femmes.

Les femmes Pygmées de Goma ont, pour la première fois, commémoré la JIF

Le samedi 6 mars 2004, a été une journée de réflexion pour les femmes Pygmées de Kisangani. La rencontre a été organisée par l'ONG Programme d'Intégration et Développement des Peuples Pygmées (PIDP) du Nord-Kivu.

Rosalie Zawati, du PIDP /Nord Kivu, a pris la première la parole pour relever les trois catégories de femmes invitées pour l'occasion : les muettes, les sourdes et les déplacées. Elles ont, pour bon nombre d'entre elles, été victimes de violences sexuelles. Elle a dénoncé ces actes qui portent

atteinte à l'intégrité de la femme.

Pour sa part, Donna Plotkin de la Section Protection de l'Enfant, a salué la mise sur pied des associations des Femmes Pygmées, catégorie souvent tenue à l'écart, marginalisée, non écoutée. Elle a loué cette initiative qui permet à ces femmes de s'associer aux autres femmes de Goma et du reste du monde pour la circonstance. Le thème choisi, à savoir *Genre et violence sexuelles en RDC*, permettra aux femmes de mieux comprendre leurs droits et de s'exprimer sans honte sur les violences sexuelles vécues et de les dénoncer aux autorités compétentes. « *La violence sexuelle* », a précisé Mme Plotkin, « *est utilisée désormais comme une arme de guerre. La MONUC, à travers différentes actions, travaille contre ces actes de violence sexuelle* ».

La Section des Droits de l'Homme et les institutions internationales assistent celles qui ont un besoin urgent de traitement. Elles organisent des formations contre la violence sexuelle faite à la femme, appuient et participent aux démarches communes de la mission à Beni, Goma, Kalemie, Bunia, Lubumbashi et Mbandaka . Elles soutiennent aussi la création d'un collectif basé sur le principe de l'action, de l'identification, de l'écoute et la prise en charge des victimes. Quant à la Division de la Protection de l'Enfant, elle effectue une action de monitoring pour les cas de viol chez les mineurs.

La MONUC coopère avec le Fond Fiduciaire Norvégien qui finance un programme en faveur des femmes violées à Bunia et 75 enfants vulnérables à Lubumbashi.



MÊME LES FEMMES DU TROISIÈME ÂGE ÉTAIENT DE LA PARTIE À GOMA (PHOTO BERNARDINE DIAMBU/MONUC)



LES ÉLÈVES ET ÉTUDIANTES DE GOMA ONT AUSSI CÉLÉBRÉ LA FÊTE DE LA FEMME (PHOTO BERNADINE DIAMBU/MONUC)

La Représentante de la division provinciale Femme et Famille s'est félicitée de l'initiative du PIDP. Elle a souligné que les Femmes Pygmées sont souvent ciblées, oubliées, marginalisées, alors qu'elles font partie de la communauté féminine de

la province et qu'elles ont des droits.

Le Maire de Goma, a, quant à lui, émis le vœu de voir le 8 mars 2004 marquer le début d'un tournant dans l'histoire du pays finalement réunifié, avec la présence féminine

dans toutes ses représentations pour bâtir un pays digne et prospère. Il a encouragé la femme Pygmée à se décomplexer, à parler de ses problèmes communautaires sans peur et à se battre pour ses droits et contre la violence dont elle est victime. Il a souligné l'importance de ces débats et encouragé aussi l'ONG organisatrice pour l'initiative.

Après les interventions des invités, quelques représentantes d'associations de femmes Pygmées dans le Nord et Sud-Kivu et le Maniema ont été invitées à donner leur témoignage, en commençant par une femme de Bukavu qui a expliqué les activités de sa cellule du PIDP au Sud-Kivu. Cette cellule assure la formation des femmes dans la fabrication de savon, facilite les échanges entre femmes Pygmées de la région où l'ONG est implantée, organise des séminaires regroupant ces femmes souvent victimes de manque d'assistance médicale, d'habitations adéquates et dont les enfants sont aussi victimes de discrimination dans les écoles, etc.

Toutes les couches socio-politiques féminines dans les rues de Kalemie

PAR EVA GILLIAM ET REBEKA MARTENSEN

Plus de 5000 femmes sont descendues dans la rue à Kalemie pour marquer le 8 mars, Journée Internationale de la Femme. La manifestation était la plus grande célébration en l'honneur des femmes à ce jour dans cette ville katangaise. Pendant trois heures, des dizaines d'associations de femmes ont défilé devant le gouverneur du nord du Katanga, le chef du bureau de la MONUC et autres autorités politico-administratives de la province.

Brandissant des pancartes et des drapeaux, les manifestantes étaient vêtues de pagnes de couleurs

vives portant les insignes de leurs organisations. Parmi les participantes se trouvaient des femmes représentant quatre marchés de Kalemie, la MONUC, les épouses de militaires, une association d'infirmières, des groupes religieux, ainsi que le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), le Mouvement de Libération du Congo (MLC) et le Parti du Peuple pour la Reconstruction et le Développement (PPRD). Ce dernier parti avait une forte présence, avec plus de 300 membres habillés en tricots PPRD et portant des drapeaux. Et cela dans

un territoire largement dominé par le RCD pendant la guerre !

Hormis le défilé des femmes, la journée a été marquée par une conférence-débat organisée par la MONUC sur le thème de la violence sexuelle, une journée de réflexion coordonnée par le Bureau Femme et la Famille de Kalemie, une pièce de théâtre présentée par une troupe de femmes d'une ONG katangaise, une émission de radio théâtrale diffusée pendant deux semaines, un effort conjoint entre la *Radio Okapi* et les sections de la MONUC-Kalemie



LES FEMMES DE KALEMIE ARBORANT FÈREMENT LEUR UNIFORME
(PHOTO EVA GILLIAM/MONUC)

chargées des Droits de l'Homme, la Protection de l'Enfant et les Affaires Humanitaires.

Pour les villages environnants de Kalemie, l'impact de la Journée ne s'est pas fait sentir. Néanmoins, une femme de Mukulu, un village situé à environ huit kilomètres de la ville, voit plus loin qu'un défilé et un match de foot. Elle s'exprime sur ce que cela signifie, pour elle, être une femme : « C'est un honneur que le monde entier célèbre une journée pour la femme. La femme est la fondation première de l'humanité. C'est elle qui enfante l'humanité et qui l'éduque. Dieu utilise la femme pour procréer, élever et surtout instruire le monde. Aux filles, c'est l'heure de comprendre qu'elles doivent étudier. Avec cela, elles vont être utiles à la société. Elles sauront respecter leurs maris et les maris les respecteront en retour. C'est cette union qui fera demain un monde plein d'amour ».

Malheureusement, le même 8 mars, une jeune fille a été violée par deux militaires à Kalemie. Il y a encore beaucoup à faire pour que cessent les violences faites à la femme.

“Au lieu de battre les femmes, il faut battre les casseroles”, ont scandé les Kanangaises

PAR MARIE-CHANTAL LUMBA

Ce 8 mars, le chef lieu de la province du Kasai occidental était en pleine ébullition. Les femmes ouest-kasaïennes, toutes couches confondues, se sont mobilisées pour fêter leur journée et dire non aux violences faites à la femme.

Une marche allant de la Place de la Gare jusqu'à la Place de l'Indépendance a réuni plus de 5000 femmes. Des chants et des slogans ont accompagné ce long cortège dirigé par la Vice-gouverneur de province en charge de l'économie, finance et développement, Anne-Marie Mbilambangu. La marche s'est soldée par un défilé de quatre heures devant les autorités de la province.

Dans son allocution, le chef de la division provinciale Femme et Famille, Biaboko Kelendende, a souligné que « *la femme ouest kasaïenne a plus de devoirs que de droits. L'heure à sonné pour qu'elle soit considérée comme un être précieux qui mérite beaucoup d'attention !* ». Il a mis l'accent sur les femmes violées pendant la guerre et celles qui, au foyer, sont reléguées à la dernière place alors qu'elles constituent la pierre angulaire de leur famille au plan économique et éducatif, sans oublier qu'elles donnent la vie !

Pour couronner la journée, à 20 heures il y a eu un concert de casseroles d'une minute. Initiée par la Section des Droits de

l'Homme de la MONUC à Kananga, cette manifestation a été soutenue par la division provinciale de la Femme et Famille. Par ces sons stridents qui résonnaient le soir dans les rues de Kananga, les femmes ont voulu montrer à suffisance que la femme ouest kasaïenne mettra tout en œuvre pour qu'au lieu qu'on la batte, qu'on batte les casseroles.

Il faut ajouter que d'autres activités, telles que des représentations théâtrales, ont eu lieu le même jour. Le lycée professionnel Disuminyina a présenté : « Calvaire d'Ano », une pièce qui présente toutes sortes de violences faites à la femme et à la fille.

A Kindu, la pluie s'invite aux cérémonies de la Journée Internationale de la Femme

PAR MAMADOU BAH

Au commencement, il y avait Régine Kaponga...Chef de la division « Condition féminine et famille » au sein de l'administration locale. Régine est, à Kindu, le symbole de la femme par excellence. Boule de nerfs, débordante d'énergie, « depuis l'âge de 14 ans », confie-t-elle, lorsqu'elle menait ses camarades collégiennes. « Maman Régine » est, depuis plusieurs années, la maîtresse de cérémonies des Journées Internationales de la Femme dans la province du Maniema.

En 1975, elle fut sélectionnée pour représenter sa province dans la capitale pour la première édition de cette journée. Aujourd'hui, 29 ans plus tard, son enthousiasme et sa détermination restent intacts, malgré les dures années de guerre : « Toutes les femmes sont capables de faire ce que les hommes font. Nous allons le leur montrer par ce défilé, pour qu'ils sachent que nous ne sommes pas faites pour subir la guerre mais pour participer à l'édification de la paix et du développement », lance-t-elle, du haut de la tribune, à une foule de près d'un millier de personnes, en attendant que « ces messieurs » daignent enfin arriver pour que puisse commencer le défilé des dames, première manifestation dans la liste des cérémonies prévues pour marquer le 8 mars 2004 dans cette province enclavée de la République Démocratique du Congo. « Ces messieurs », ce sont les autorités locales, les chefs de la province, civils et militaires, notamment le Gouverneur du Maniema, Falay Selenge, et le Commandant de la septième région militaire, le Général Widi Divioka. Arrivés en retard, assis à la tribune, en compagnie d'une centaine d'hôtes de marque dont des représentants de l'assistance internationale (MONUC, ONG internationales, etc...), ils assisteront pendant deux heures au défilé impressionnant de plus de dix-mille femmes...

Mobilisation sans précédent, véritable démonstration de force, ce fut l'occasion de constater la variété des strates sociales et organisations professionnelles de femmes dans cette province qui a payé un tribut particulièrement lourd: en effet, selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), depuis le début de la guerre, en 1998, « il y a eu 11.350 cas de violences sexuelles enregistrés au Maniema ».

Parmi les femmes qui ont défilé, on pouvait noter la présence de nombreuses paysannes, des commerçantes, d'épouses de militaires ou de policiers, de membres d'associations religieuses ainsi que d'employées de la MONUC,

générale, l'éradication de la violence et des discriminations contre les femmes pendant cette période de transition politique que traverse leur pays.

Au bout de deux heures, le défilé, haut en couleurs, une occasion pour ces femmes de parader avec des pagnes neufs, fut interrompu par une pluie brutale...

Mais, si cette pluie provoqua le départ précipité des autorités, elle n'a pas empêché les femmes de la braver pour continuer à haranguer une partie de la foule, celle qui a trouvé cette preuve de courage contagieuse....

L'après-midi, alors que la pluie battait



LES FEMMES POLICIÈRES ONT AUSSI DÉFILÉ À KINDU
(PHOTO ELIANA NABAA/MONUC)

d'OCHA, de l'OMS, de la Croix Rouge et d'ONG internationales telles que MERLIN, COOPI et CARE. Autre présence remarquée : un groupe d'orphelins du SIDA.

Le thème principal de leurs revendications, inscrites sur des panneaux ou banderoles, était un émouvant appel à la fin de l'impunité pour les auteurs de viols, et, de manière

toujours son plein, une troupe théâtrale locale parvint à jouer quand même une pièce sur les violences faites à la femme avant la projection d'un film intitulé *Le corps des femmes : Front caché de la guerre en RDC*, produit et réalisé par la Division de l'Information publique de la MONUC, et hautement apprécié par un public attentif.

Journée Internationale de la Femme à Kisangani : les manifestations lancées en présence des membres du gouvernement

PAR MARCELLINE COMLAN

Les manifestations commémoratives de la Journée Internationale de la Femme ont été lancées à Kisangani le jeudi 4 mars 2004 par la ministre de la Condition Féminine, accompagnée d'une forte délégation de femmes venues de Kinshasa.

Le dimanche 7 mars 2004, la direction provinciale de la Condition Féminine a supervisé la grande marche des femmes. Elles ont défilé à travers la ville de Kisangani avec pour étape finale leur rassemblement à la mairie.

Le lundi 8 mars dans la matinée, sous la présidence des autorités politico-administratives de la province, la direction provinciale de la Condition Féminine a organisé plusieurs activités d'information et de sensibilisation sur les violences faites aux femmes. Les séances ont été animées principalement par des juristes et agrémentées par des représentations théâtrales sur diverses formes de violences à l'égard des femmes et des filles.

Une conférence-débat organisée par l'Information publique de la MONUC

Le 8 mars, une conférence-débat sur le thème : « *La femme face aux enjeux du SIDA* », a été organisée par le Bureau de l'Information Publique de la MONUC, en étroite collaboration avec la Fondation Femmes Plus (FFP), une ONG d'accompagnement psychosocial des personnes vivant avec le VIH/SIDA.

Cette activité a rassemblé une centaine de participants membres de différentes associations et ONG locales. Le Vice-gouverneur et le représentant du Commandant de la 9^e région militaire et celui du Maire de la ville ont pris part à la

Conférence. Les travaux ont débuté par le message du Secrétaire Général des Nations Unies lu à l'assistance par M. Alpha Sow.

Eugénie Agoyo, juriste de formation, ancien député, actuellement conseillère chargée des Institutions citoyennes au cabinet du président de l'Assemblée Nationale, a fait la première présentation sur « *la place de la Femme Congolaise au sein du parlement de Transition et son apport dans la lutte contre le VIH/SIDA* ». A visage découvert, deux femmes ont témoigné de leur état sérologique, de l'exclusion dont elles ont été victimes par leurs

l'adoption de lois qui sanctionnent les auteurs de violences et de harcèlement.

Cristina Michels de la Section Droits de l'Homme de la MONUC s'est chargée de la troisième présentation intitulée « *Genre et violences sexuelles faites à la femme* », axée sur les différentes définitions de la violence sexuelle et la situation en RDC.

A l'issue des exposés, les participants ont apporté leurs contributions à la réflexion, notamment en évoquant les problèmes de la répression, de la prostitution, de la prise en charge des



LA MINISTRE DE LA CONDITION FÉMININE (À DROITE) ACCOMPAGNÉE DE SA COLLÈGUE DES DROITS HUMAINS (À GAUCHE) À KISANGANI POUR LANCER LES CÉRÉMONIES COMMÉMORATIVES DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME (PHOTO MARCELLINE COMLAN/MONUC)

familles et de leur prise en charge par la FFP. Un deuxième exposé sur le thème « *Femme, Développement et SIDA* » par Antoine Musemena Shabani, Directeur provincial adjoint de la FFP a, entre autres, souligné la nécessité de protéger la femme par la vulgarisation des textes légaux et

femmes victimes de violence, etc. Une projection vidéo de la MONUC ayant pour titre *Le corps des femmes : front caché de la guerre en RDC* a mis fin à cette conférence-débat. Les publications de la MONUC ont été également distribuées aux participants.

Une formation en Genre pour les congrégations de religieux et religieuses catholiques

PAR MARCELLINE COMLAN

En prélude à la célébration de la Journée Internationale de la Femme (JIF), une soixantaine de religieux et religieuses de différentes congrégations catholiques réunies au sein de l'Union des Supérieures Majeures (USUMA) se sont retrouvés au Centre de la pastorale de Kisangani, le samedi 28 février 2004 pour une formation sur le concept « Genre ». Cette session de formation a été animée par Amy Smythe, Conseillère principale de la MONUC en Genre et Dominique René Bassinga, chargé de la Recherche et de la Formation au Gender Office de la MONUC Kinshasa.

Cette rencontre s'est inscrite dans le contexte du processus de pacification, de réunification et de reconstruction de la RDC qui requiert la participation de tous ; elle répond à la nécessité de réfléchir sur les interprétations des croyances religieuses qui renforcent les inégalités entre hommes et femmes.

Un combat reconnu au plan mondial

Dans son introduction, M. Bassinga a dressé l'historique des différents événements qui ont marqué le combat des femmes dans le monde et déterminé l'adoption de plusieurs conventions internationales et régionales. Il a parlé de la JIF célébrée par les Nations Unies à partir de 1975 et toutes les grandes conférences parrainées par l'ONU, celles de Nairobi en 1985 et de Beijing en 1995. Il a évoqué également la marche mondiale des femmes du 17 octobre 2000 pour laquelle des millions de signatures ont été réunies afin de revendiquer au niveau mondial : la participation des femmes à la prise de décision, l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre

des femmes dont spécifiquement l'élimination de la pauvreté dans le monde et l'élimination des violences faites aux femmes.

Par ailleurs, il a passé en revue les conventions internationales ratifiées par la RDC qui protègent les femmes et les enfants, principalement la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la convention des droits de l'enfant.

Concernant la RDC, il a cité la



LES RELIGIEUX DE L'USAMA ONT EU DES EXPLICATIONS SUR LA NOTION DU GENRE (PHOTO MARCELLINE COMLAN/MONUC)

Constitution de la transition dont l'article 51 est consacré aux droits de la femme. Dans la perspective des élections prochaines, il a rappelé le travail que font actuellement les femmes congolaises pour la mise en place d'un système de quotas de 30% visant à assurer leur participation effective dans toutes les sphères de l'administration électorale à mettre en place.

Genre, une démarche pour la justice sociale

La formation en « Genre » a été assurée par Madame Amy Smythe. C'est avec un langage imagé que le concept « genre » a été défini et expliqué aux participants.

Différent du concept biologique de l'homme et de la femme, le concept Genre utilisé comme outil d'analyse se préoccupe surtout des relations sociales entre hommes et femmes dans un contexte donné. A ce sujet, l'animatrice a entrepris une étude comparative entre le contexte de la vie normale et celui de la période des conflits en RDC, avec tous les bouleversements économiques et socioculturels survenus dans le vécu quotidien des femmes. Une façon de faire comprendre que le concept Genre s'applique à tous les domaines de la vie et qu'il tient compte de l'influence de certains paramètres sociologiques comme : l'éducation, la culture, les us et coutumes, le statut économique, mais aussi l'âge, la religion, etc. Elle a insisté sur l'utilisation de ce concept dans le but de rétablir un équilibre et l'équité dans les rapports inégalitaires entre les hommes et les femmes congolais, tant sur le plan social, économique et politique que dans le domaine public et privé.

Une série de questions a suivi l'exposé de Mme Smythe. Les échanges ont donné lieu à d'intéressantes discussions sur la scolarisation des filles en général et leur éducation au même titre que les garçons, sur la nécessité d'une formation en Genre dans les établissements scolaires d'enseignement primaire, secondaire et universitaire, où les pratiques discriminatoires, le harcèlement à l'égard des filles prennent actuellement des proportions inquiétantes.

Conscients de leur autorité et de l'importance de leur rôle d'encadrement, les religieux se sont montrés favorables à l'approche Genre et promettent d'en tenir compte dans leurs interventions auprès des communautés.

Vingt mille femmes dans les rues de Lubumbashi

PAR ALEX ESSOME



HOMMES ET FEMMES DE LA MONUC ONT AUSSI DÉFILÉ À LUBUMBASHI LE 8 MARS POUR DIRE NON AUX VIOLENCES FAITES À LA FEMME (PHOTO JEAN CHARLES DUPIN/OCHA)

C'est par un défilé que les manifestations commémoratives de la Journée Internationale de la Femme ont commencé à Lubumbashi. Parti de la place de la gare de Lubumbashi, le cortège, long de 7 km composé d'environ 20.000 femmes et filles maraîchères, revendeuses de marchés locaux, fonctionnaires, femmes des ONG ainsi qu'étudiantes et écolières de la ville, s'est rendu par la suite au bâtiment de l'ancien parlement dit du 30 Juin qui abritait la cérémonie.

Il y a eu plusieurs allocutions

d'officiels et des témoignages poignants les uns et les autres. Une jeune fille de 10 ans a raconté qu'elle a été victime d'un viol perpétré par des hommes armés en uniforme. Une autre, moins âgée, a affirmé avoir été violente dans une voiture par un homme de plus de cinquante ans, près de l'endroit de la manifestation.

Ce cauchemar de la jeune fille congolaise vient rappeler l'importance de la journée et du mois de réflexion sur la Femme. Celle-ci est appelée à s'organiser davantage afin que les journées

de sensibilisation comme celles-ci ne restent pas sans suite.

Les autorités politiques et militaires de la ville, les responsables des agences des Nations Unies à Lubumbashi, le chef du Bureau de la MONUC /Lubumbashi, le personnel national et international civil et militaire ont également pris part à la célébration de la JIF à Lubumbashi.

Contact MONUC BULLETIN : Mathy Mupapa

INFORMATION PUBLIQUE /MONUC

TEL: 00 243 818906388

001 212 963 0103 (EXTENSION 6388)

E-MAIL: MUPAPA@UN.ORG

KINSHASA/RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO